Contribution du Parti Communiste de Grèce (KKE)

à la 22ème Rencontre internationale

des partis communistes et ouvriers (RIPCO) à La Havane

Prononcée par Giorgos Marinos,

membre du Bureau Politique du Comité Central du KKE

Traduction réalisée par le PCRF



Chers camarades,

Nous tenons la 22ème Rencontre internationale des partis communistes et ouvriers (RIPCO) dans un contexte marqué par les difficultés liées à la pandémie. Nous nous réunissons ici, à La Havane, pour poursuivre l'effort qui a commencé en 1998 à Athènes et qui, dans les années qui ont suivi, a voyagé dans de nombreuses régions du monde.

Le Parti Communiste de Grèce (KKE) salue les partis communistes et remercie le Parti Communiste de Cuba pour l'organisation de la 22ème RIPCO et pour son hospitalité.

Il exprime sa solidarité internationaliste de longue date avec le PC de Cuba et avec le peuple cubain qui est actuellement confronté à de graves difficultés économiques.

Il condamne l'impérialisme américain et de ses alliés ainsi que le blocus inacceptable imposé depuis 62 ans à l'île de la révolution pour saper ses réalisations. Il dénonce la campagne anticommuniste et les actions contre-révolutionnaires orchestrées. Il exige qu'il soit mis fin au blocus impérialiste et à toute forme d'intervention dans les affaires intérieures de Cuba.

Le combat de Fidel, du Che, de Raúl et des autres révolutionnaires, la lutte armée héroïque, la victoire de la révolution le jour du Nouvel An 1959, la proclamation de son caractère socialiste et la longue lutte contre l'impérialisme inspirent les peuples.

La 22ème édition de la RIPCO se déroule dans un contexte très dangereux.

Le système capitaliste est marqué par l'aiguisement de la concurrence qui conduit à des guerres et des interventions impérialistes, l'intensification de l'exploitation, la progression de la pauvreté et du chômage, les vagues de réfugiés et de migrants en quête d'un avenir meilleur.

Les peuples souffrent de la misère, des bas salaires et pensions de retraite, de la pauvreté énergétique. La pandémie a mis en évidence le caractère de classe des États bourgeois et l'inadéquation des systèmes de santé publique, résultats tragiques de la politique de marchandisation. Notre Parti apprécie profondément les mesures prises par Cuba pendant la pandémie pour protéger la santé et la vie de sa population, ainsi que sa contribution internationaliste.

La soi-disant transition verte sous le prétexte de sauver l'environnement, ainsi que la soi-disant 4ème révolution industrielle, sont les outils modernes du capitalisme pour l'exploitation du capital accumulé. Ils servent les intérêts des classes bourgeoises qui intensifient les attaques contre les peuples et l'exploitation de la classe ouvrière.

Le renforcement de la lutte des communistes pour le renversement de la barbarie capitaliste est une tâche de première importance. À cet égard, nous voulons soulever certaines questions fondamentales d'importance stratégique qui concernent le mouvement communiste, dans les rangs duquel se déroule une confrontation idéologique intense et nécessaire. Nous mettons en avant ces questions particulières, en considérant que les nouvelles conditions de la lutte des classes et de la confrontation avec le capitalisme ont donné lieu à des exigences plus grandes et que le mouvement communiste est à la traîne. Son regroupement et la réalisation de l'unité idéologico-politique resteront un vœu pieux à moins qu'il n'y ait un réexamen de son parcours avec pour boussole les principes révolutionnaires, la théorie marxiste-léniniste et la précieuse expérience de la Révolution socialiste d'Octobre.

Le KKE s'efforce de contribuer à cette cause et cherche en même temps à utiliser les possibilités de développement d'une action commune des partis communiste et ouvrier. Cependant, notons que l'appel à "aller de l'avant avec ce qui nous unit et mettre de côté ce qui nous divise" enjolive la situation et entrave la discussion nécessaire et significative sur les conclusions à tirer des renversements contre-révolutionnaires et de la crise du mouvement communiste. Elle empêche l'identification des causes, des problèmes et des erreurs, dont l'étude est nécessaire pour renforcer la lutte contre toute tendance au compromis avec le système, contre l'opportunisme, et pour intensifier les efforts en vue de parvenir à une stratégie révolutionnaire unifiée contre les monopoles et le capitalisme.

Premièrement, la guerre impérialiste en Ukraine, qui oppose les États-Unis, l'OTAN et l'UE à la Russie capitaliste, met en lumière les lourdes conséquences de la contre-révolution et de la restauration capitaliste qui ont conduit les peuples qui avaient construit le socialisme pendant 70 ans dans l'État multinational de l'URSS à s'entretuer pour les intérêts de la bourgeoisie.

Le baril de poudre de la guerre s'est accumulé au cours de la période précédente, à partir même de l'achèvement du processus de renversement du socialisme en 1991, et a été déclenché par :

- L'intervention du bloc euro-atlantique en Ukraine en 2014, le soutien aux forces fascistes et pro-fascistes, et l'imposition d'une solution gouvernementale conforme à ses intérêts. Le renforcement des forces militaires de l'OTAN à la frontière russe et l'établissement de nouvelles bases américaines dans la région.

- Les manœuvres de la bourgeoisie russe et de ses représentants politiques qui, après avoir courtisé l'OTAN et consolidé le pouvoir bourgeois, ont promu un plan de contrôle des ressources productrices de richesses de l'Ukraine et d'autres anciens États socialistes de l'Union soviétique unifiée, dans le cadre de l'unification capitaliste euro-asiatique, en concurrence avec les monopoles européens et américains. Au début de l'année 2022, nous avons dénoncé l'intervention des forces russes au Kazakhstan, qui s'est faite dans le cadre de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective contre les manifestations populaires de masse.

Nous condamnons le régime réactionnaire de Zelensky ainsi que les gouvernements ukrainiens anticommunistes et nationalistes qui ont commis des crimes contre le peuple du Donbass, ont mis hors la loi le Parti communiste d'Ukraine, persécutent les communistes et portent atteinte aux droits du peuple ukrainien.

La condamnation de l'impérialisme US-OTAN et des gouvernements ukrainiens ne peut justifier l'invasion inacceptable de l'Ukraine par la Russie, la violation de son intégrité territoriale et de sa souveraineté, causant des milliers de morts et de souffrances aux peuples ukrainien et russe, aux peuples de la région.

La cause profonde de la guerre en Ukraine est la compétition pour la répartition des marchés, le contrôle des ressources productrices de richesses et des zones d'importance stratégique. Elle est menée et dirigée par la bourgeoisie ; elle est impérialiste des deux côtés ; elle est dirigée contre les peuples et il y a de grands dangers de sa généralisation, avec y compris l'utilisation d'armes nucléaires.

Les prétextes utilisés par les deux parties sont destinés à tromper et à manipuler les peuples. Le prétexte des puissances euro-atlantiques d'un affrontement entre "démocratie" et "autoritarisme" est sans fondement. Elles ont une responsabilité criminelle dans des dizaines de guerres impérialistes, notamment les guerres en Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak, en Syrie et en Libye.

Le prétexte des dirigeants russes concernant le caractère de "dénazification" ou "antifasciste" de la guerre est trompeur. Les dirigeants de l'État et du gouvernement russes - qui sont le résultat de la contre-révolution et qui sont coupables de piller les biens du peuple soviétique - tout en portant une lourde responsabilité dans le renforcement des forces fascistes en

Ukraine, insistent pour calomnier de manière flagrante la contribution inestimable de Lénine, la Grande Révolution socialiste d'Octobre et les réalisations de la construction du socialisme. Ils s'engagent dans l'anticommunisme.

Les forces dirigeantes en Russie aujourd'hui sont des représentants des intérêts des monopoles russes et des gestionnaires du capitalisme. Elles ne peuvent servir de force antifasciste.

Le fascisme est une création du capitalisme, une réserve des exploiteurs contre les peuples. Il peut être affronté par une lutte de masse organisée des travailleurs et du peuple, et non en déléguant cette tâche à une partie des forces politiques, la bourgeoisie et son État. La lutte contre le fascisme est liée à la lutte pour éliminer les causes qui le font naître, au renversement du système capitaliste.

Les dernières évolutions soulignent que le conflit en Ukraine fait partie du tableau plus large de la compétition impérialiste qui fait rage à travers le monde. Nous soulignons en particulier les dangers de la rivalité entre les États-Unis et la Chine pour la suprématie dans le système impérialiste, le conflit entre le camp euro-atlantique et le camp euro-asiatique émergent dirigé par la Chine et la Russie.

La position des communistes vis-à-vis de la guerre impérialiste est une question cruciale. Elle est déterminée par le fait qu'à l'ère de l'impérialisme, c'est-à-dire du capitalisme monopoliste, les guerres menées par les classes bourgeoises sont injustes et impérialistes. Les peuples sont appelés à les condamner, à renforcer la lutte indépendante idéologique, politique et de masse pour renverser le pouvoir du capital, éliminer l'exploitation capitaliste, construire le socialisme-communisme.

Toute déviation de ce principe conduit objectivement à un alignement sur les intérêts des classes bourgeoises, de l'un ou l'autre camp de "voleurs", avec des conséquences douloureuses.

Les communistes s'opposent aux horreurs de la guerre mais ne nourrissent pas d'illusions. Ils définissent le contenu des classes sociales et les conditions susceptibles d'assurer la paix véritable et le développement de l'amitié entre les peuples, en précisant que dans le contexte de la "paix impérialiste", la concurrence s'aiguise et les conditions des guerres impérialistes se forment.

La position concernant la création d'une "nouvelle architecture de sécurité" et la recherche d'un mécanisme censé concilier les intérêts des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE avec ceux de la Russie et de la Chine afin de parvenir, comme ils le disent, à une "coexistence pacifique", alimente les illusions.

Ces théories créent de faux espoirs et ne tiennent pas compte de la question principale, à savoir que les monopoles et les États capitalistes s'affrontent, ce qui se traduit par des conflits économiques et militaires. Il a été prouvé historiquement et théoriquement qu'aucun accord temporaire entre États capitalistes ne peut garantir la paix de manière permanente.

Les accords de Minsk, par exemple, exprimaient des compromis temporaires et fragiles d'une certaine période, ont été utilisés selon les plans des deux parties, et se sont finalement

effondrés. C'est également le cas de dizaines d'autres accords utilisés pour désamorcer des conflits impérialistes.

La confusion est également causée par la promotion du rôle de l'ONU et du droit international, qui a été façonné au cours des décennies précédentes en faveur des peuples grâce à l'intervention de l'Union soviétique.

Aujourd'hui, la situation a changé, la corrélation des forces s'est dramatiquement détériorée, la pratique de l'ONU est liée à la couverture de la planification et des interventions impérialistes des États-Unis et de l'OTAN, comme nous l'avons vu en Yougoslavie, en Afghanistan, en Syrie et en Libye. Les résolutions antérieures de l'ONU, qui ont été façonnées grâce à l'Union soviétique et aux autres pays socialistes, sont désormais lettre morte, comme le montrent les exemples de l'occupation continue de la Palestine par Israël ou de l'occupation turque de Chypre.

Ces dernières années, surtout après la création des BRICS, le soi-disant "monde multipolaire" a été présenté comme une solution pour garantir la paix et les intérêts des peuples, en réponse au monde "unipolaire" et à la suprématie des États-Unis.

En substance, cette théorie appelle les peuples à renoncer à leurs propres intérêts ou à les identifier aux intérêts des classes bourgeoises et des centres impérialistes en concurrence avec l'impérialisme américain pour le contrôle des ressources et des marchés producteurs de richesses.

De tels choix conduisent au désarmement de la classe ouvrière, annulent la lutte indépendante des travailleurs et des peuples contre les exploiteurs, et placent les peuples sous un faux drapeau, en utilisant y compris des prétextes prétendant qu'"il n'y a pas de luttes anti-impérialistes pures et de plans socialistes purs" et qu'il faut une soi-disant "alliance des forces anti-impérialistes et progressistes", y compris des forces politiques bourgeoises, des États capitalistes et de leurs alliances.

Au cours de la période écoulée, le KKE a développé une riche activité anti-guerre et anti-impérialiste. Il a pris part à une initiative importante, la Déclaration commune de 4 partis communistes - le PC des travailleurs d'Espagne (PCTE), le PC du Mexique (PCM), le PC de Grèce (KKE) et le PC de Turquie (TKP). Nous saluons également la participation de 43 partis communistes et de 30 organisations de jeunesse communistes qui ont pris une position de principe contre la guerre et ont mis en évidence son caractère impérialiste et ses causes réelles.

Notre Parti est en conflit avec la bourgeoisie, les gouvernements et les partis qui représentent ses intérêts, l'État bourgeois et sa politique de participation à la guerre impérialiste et aux plans des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE.

Il lutte pour la fermeture des bases US-OTAN en Grèce, qui ont été établies sous la responsabilité de tous les gouvernements bourgeois, c'est-à-dire du parti libéral de la Nouvelle Démocratie et des partis sociaux-démocrates de SYRIZA et du PASOK.

Il dénonce le fait que ces gouvernements ont transformé notre pays en une rampe de lancement pour les États-Unis et l'OTAN. Avec le peuple, il exige l'arrêt de l'envoi de matériel militaire pour la guerre en Ukraine, le retour des forces armées grecques de leurs missions impérialistes à l'étranger. Il lutte pour le désengagement de la Grèce de l'OTAN et de l'UE, de

toutes les alliances impérialistes, avec la classe ouvrière au pouvoir et le peuple maître sur sa propre terre.

Le KKE soutient que la lutte pour la défense des frontières et des droits souverains de la Grèce, du point de vue de la classe ouvrière et des couches populaires, est inséparable de la lutte pour le renversement du pouvoir du capital. Cela n'a rien à voir avec la défense des plans de tel ou tel pôle impérialiste, de la rentabilité de tel ou tel groupe monopoliste.

Deuxièmement, il y a un grand débat, une confrontation idéologique au sein du mouvement communiste sur ce qu'est l'impérialisme. À notre avis, il s'agit d'une question fondamentale et elle doit donc se poursuivre de manière multiforme, dans un esprit de camaraderie, avec un échange d'arguments.

La théorie léniniste de l'impérialisme reste d'actualité et équipe les communistes qui ont la tâche de la développer davantage, en tenant compte de nos jours de l'expansion rapide et de la domination des monopoles, du rôle des États bourgeois comme base de leur action, de l'accentuation de la concurrence et de la contradiction fondamentale du système entre le capital et le travail salarié.

L'impérialisme est un capitalisme monopoliste. Il est basé sur les grandes sociétés par actions, les monopoles, l'augmentation de l'importance de l'exportation de capitaux par rapport à l'exportation de marchandises, la création du capital financier (comme fusion du capital industriel et bancaire), la division et la redivision des marchés et des territoires.

Ces caractéristiques ne concernent pas seulement les États au sommet de la pyramide impérialiste, mais sont uniformes ; elles concernent tous les États, plus forts ou plus faibles, car l'ère monopoliste et réactionnaire du capitalisme est unique.

Chaque État capitaliste fait partie du système impérialiste et poursuit une politique impérialiste, en fonction de sa force économique, politique et militaire, dans un réseau d'interdépendances et de dépendances inégales, avec des changements et des réalignements causés par la loi du développement inégal. À l'ère de l'impérialisme, tous les États bourgeois sont en concurrence pour les intérêts de leurs monopoles.

Par conséquent, limiter la perception de l'impérialisme aux États-Unis et à leur politique étrangère agressive ou à la politique des puissants États de l'UE, c'est ne pas tenir compte de manière infondée du contenu socio-économique de l'impérialisme et de la nature réactionnaire du système.

L'analyse qui réduit l'impérialisme aux États-Unis conduit à des conclusions politiques erronées, à des positions qui promeuvent l'alliance de la classe ouvrière avec des sections de ses exploiteurs, avec des sections de la classe bourgeoise, au nom de la confrontation avec, par exemple, l'impérialisme américain et de la sauvegarde de l'"indépendance nationale".

Cette option piège les forces ouvrières et populaires, laissant la classe bourgeoise intacte tandis que cette dernière promeut ses intérêts dans chaque pays et dans la compétition internationale et participe à la planification des alliances impérialistes.

La loi du développement inégal, en tant que caractéristique du capitalisme, forme des relations objectivement inégales, certains États se distinguent et se trouvent au sommet de la

pyramide impérialiste en raison de leur puissance économique, politique et militaire, mais cela n'exonère pas les classes bourgeoises et les États bourgeois qui sont plus faibles dans le système impérialiste et cherchent leur mise à niveau.

La corrélation des forces entre les États capitalistes est en train de changer. Les États créanciers forts du 20ème siècle sont aujourd'hui devenus des États débiteurs (par exemple, l'importante dette nationale actuelle des États-Unis, de la France et de l'Italie), tandis que la Chine est aujourd'hui un État créancier. L'évolution de la puissance de la Grande-Bretagne par rapport à l'Inde entre le 20ème et le 21ème siècle en est l'un des exemples les plus frappants.

Les monopoles basés en Grèce contrôlent l'économie et exportent des capitaux vers de nombreux pays. Le capital maritime grec est au sommet de la navigation mondiale. La classe bourgeoise cherche son enrichissement stratégique, les gouvernements bourgeois qui ont enrôlé notre pays dans l'OTAN et l'UE participent à un grand nombre de missions impérialistes à l'étranger et au partage du butin.

Troisièmement, dans le cadre du capitalisme monopoliste, le fossoyeur du système, la classe ouvrière, la force d'avant-garde de la société, le véhicule des nouveaux rapports de production socialistes, s'est développée. Les forces de production se sont développées, les conditions matérielles de la nouvelle société socialiste ont mûri.

Le capitalisme a dépassé ses limites historiques, il est pourri.

Notre époque est une époque de transition du capitalisme au socialisme-communisme. La contre-révolution ne change pas le caractère de notre époque. Au contraire, elle le confirme. Elle met encore plus en évidence la barbarie du système d'exploitation basé sur le pouvoir du capital, sur la propriété capitaliste des moyens de production et sur le critère du profit.

La contradiction fondamentale entre le caractère social de la production et du travail et l'appropriation capitaliste de leurs produits, la contradiction capital-travail s'aiguise, prend des dimensions sans précédent et doit être résolue par la révolution socialiste.

Le caractère de la révolution n'est pas déterminé par la corrélation des forces, mais par la maturation des conditions matérielles du socialisme et par la contradiction fondamentale que ce dernier est appelé à résoudre ; c'est une question cruciale qui met en avant de nos jours (à l'ère de l'impérialisme) la nécessité de changements programmatiques avec le caractère socialiste de la révolution et la lutte pour le pouvoir des travailleurs comme question centrale.

Objectivement, il n'y a pas d'étape intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme-communisme parce qu'il n'y a pas de pouvoir intermédiaire entre le pouvoir bourgeois et le pouvoir ouvrier. Toute solution gouvernementale sur le terrain du système reproduit le pouvoir du capital et de la propriété capitaliste des moyens de production et maintient l'exploitation de la classe ouvrière par le capital, l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les approches qui reflètent, à notre avis, les analyses antérieures erronées et les choix stratégiques du mouvement communiste concernant les "étapes transitoires", les "gouvernements anti-monopoles", ainsi que la social-démocratie, dont il est prouvé qu'elle défend et perpétue l'exploitation capitaliste, sapent les progrès du mouvement et jouent un rôle clé dans la crise actuelle du mouvement communiste.

La référence unilatérale au "néolibéralisme" affaiblit la lutte contre la stratégie du capital promue par les politiques anti-populaires libérales et sociales-démocrates, selon les circonstances. Elle exonère la gestion sociale-démocrate du système, pose de faux dilemmes et confond les forces populaires.

Les gouvernements dits progressistes ont maintenu, comme il fallait s'y attendre, les bases du capitalisme ; ils ont soutenu l'État bourgeois et ont été soutenus par ce dernier ; ils ont soutenu le pouvoir des monopoles, ont été intégrés dans le système, ont imposé des mesures anti-peuple et ont provoqué l'indignation populaire, supprimé les mobilisations populaires et sapé l'action des PC. Ils ont fait le lit des forces réactionnaires qui sont revenues à la gouvernance, dans le contexte d'un cercle vicieux d'alternance des forces politiques bourgeoises gérant le capitalisme.

Ce résultat a été douloureusement prouvé par les "expériences" bien connues en Europe, en Amérique latine et dans le monde entier.

Non seulement il n'y a eu aucun changement dans la corrélation des forces en faveur des communistes, en faveur de la classe ouvrière et de ses alliés, mais dans la pratique le mouvement ouvrier a été désarmé. Les partis communistes qui ont participé à ces gouvernements ont perdu leur autonomie idéologique, politique et même organisationnelle.

La longue expérience nous enseigne que la participation ou le soutien des partis communistes aux gouvernements bourgeois rend les communistes responsables de la perpétuation de l'exploitation capitaliste et affecte leur crédibilité.

La lutte pour le renversement du capitalisme, pour le pouvoir des travailleurs est un phare dans le travail des communistes, donne de la force à la lutte de classe quotidienne, soulève l'urgente nécessité du regroupement du mouvement ouvrier, de la formation d'une alliance sociale entre la classe ouvrière, les paysans pauvres, les indépendants, du développement de la lutte anti-monopole, anti-capitaliste, pour le renversement, en opposition à la logique de la réforme du système et de l'utopie de "l'humanisation du capitalisme".

Le KKE en Grèce, joue un rôle de premier plan dans la lutte sur tous les fronts concernant les droits et les besoins des travailleurs et du peuple, contre les prix élevés et la pauvreté énergétique, pour les conventions collectives, l'augmentation des salaires et des pensions de retraite, la santé et l'éducation, et soutient la lutte du Front Militant de tous les Travailleurs (PAME), qui rassemble dans ses rangs des centaines d'organisations syndicales.

D'importantes luttes ont lieu dans notre pays, avec des conquêtes plus ou moins importantes. Dans des secteurs comme la construction, le monopole de COSCO dans le port du Pirée, dans des groupes comme e-food, des conventions collectives satisfaisantes ont été signées. Des luttes de plusieurs mois ont été organisées dans l'usine de ferronickel LARCO, dans les industries des engrais et du pétrole dans la ville de Kavala, contre les licenciements dans l'entreprise viticole Malamatina à Thessalonique. La classe ouvrière s'oppose à la répression de l'État bourgeois.

Le PAME rassemble de nouvelles forces ouvrières, gagnant une majorité dans un plus grand nombre de syndicats. Il a la majorité ou est le premier pouvoir dans des centaines de syndicats, de fédérations et de centrales syndicales régionales. Les listes du PAME occupent la deuxième place dans le mouvement syndical des travailleurs. Plus de 500 syndicats ont participé à son récent congrès. Une grande mobilisation nationale pour la grève est en préparation pour le 9 novembre.

Les communistes jouent un rôle décisif dans le mouvement des paysans laborieux, soutenant leurs revendications liées à leur survie ainsi que les formes combatives de leur lutte, comme les blocages de routes par les tracteurs. Ils soutiennent les travailleurs indépendants des villes dans leur lutte, malgré la corrélation négative des forces dans les organisations syndicales de troisième niveau dirigées par les forces du grand capital.

Lors des élections étudiantes, les listes soutenues par la Jeunesse communiste de Grèce (KNE) ont remporté la première place.

Notre parti étudie et lutte contre ses faiblesses et essaie de devenir de plus en plus efficace ; le fait que des milliers de forces ouvrières et populaires soient en action en Grèce, développant des luttes militantes, est dû à la stratégie révolutionnaire du KKE, aux liens forts qu'il entretient avec la classe ouvrière, les couches populaires et la jeunesse. Il est dû à la spécialisation de son intervention idéologique de masse auprès des femmes ; il est dû à la confrontation idéologique et politique globale avec les partis de droite et de la social-démocratie, avec la pseudo-gauche intégrée au système, avec l'opportunisme.

De temps en temps, dans divers pays, éclatent de grandes mobilisations, des soulèvements populaires, des expressions massives et dynamiques de l'indignation populaire. Les exemples récents au Kazakhstan en janvier dernier et au Sri Lanka au printemps et en été sont typiques et les communistes ont le devoir d'étudier ces événements, d'en tirer des conclusions. Ces exemples et d'autres soulignent qu'aujourd'hui, dans des conditions non révolutionnaires, un travail idéologico-politique systématique est nécessaire pour préparer le facteur subjectif (c'est-à-dire le Parti, la classe ouvrière et ses alliés) à la perspective de la révolution socialiste, en tenant compte du fait que la période de son déclenchement est déterminée par des conditions objectives, par l'émergence d'une crise embrassant tous les domaines, tels que l'économie, les mécanismes politiques et autres mécanismes d'État, c'est-à-dire une situation révolutionnaire.

Quatrièmement, notre Parti, à travers de longues années de recherches centrées sur le renversement du socialisme en URSS, est parvenu à des conclusions essentielles qui ont enrichi sa stratégie, sa perception de la construction socialiste.

Le socialisme a été renversé "de l'intérieur et d'en haut", dans le contexte de l'érosion opportuniste du PCUS, dans un processus de tentative de résoudre les problèmes de la construction socialiste, en utilisant des outils capitalistes, des éléments du "marché", en altérant, en sapant les principes de la construction socialiste, la propriété sociale des moyens de production et la planification centrale.

Dans ce contexte, une strate sociale a été créée et s'est développée, dont les intérêts ne cadraient pas avec le socialisme, ce qui s'est exprimé au niveau politique des partis et de l'État. La perestroïka a été le dernier acte de ce drame.

Il est donc nécessaire de discuter de ces questions, de les aborder sérieusement, de les examiner.

D'autant plus qu'aujourd'hui, une attaque organisée se développe contre les principes de la révolution et de la construction socialistes.

Les positions qui glorifient le soi-disant socialisme de marché se multiplient ; le "socialisme de marché" conduit à la négation des principes de socialisation des moyens de production et de planification scientifique centrale ; il favorise l'activité économique des entreprises capitalistes ; il adopte le critère du profit et légitime l'exploitation de la classe ouvrière par le capital.

Or, il s'agit bien de capitalisme et non de socialisme et il est urgent de soulever ouvertement cette question, pour que chaque parti assume sa responsabilité avant qu'il ne soit trop tard.

Le KKE a présenté sa position sur la Chine et son cours capitaliste, il a documenté la position selon laquelle les relations capitalistes de production prévalent en Chine depuis de nombreuses années, que les monopoles dominent et sont renforcés dans tous les secteurs et que la main-d'œuvre est une marchandise avec un haut degré d'exploitation.

Les monopoles basés en Chine, avec le soutien de l'État, se développent dans le monde entier, des milliers de milliards de dollars sont exportés, la "nouvelle route de la soie" est utilisée pour la pénétration des monopoles en Asie, en Afrique, en Europe, en Amérique latine, et les profits capitalistes se multiplient. C'est dans ce processus que sont apparus en Chine plus de 1 000 milliardaires qui occupent les premiers rangs de la ploutocratie mondiale.

Les communistes ont livré des batailles épiques sous leur propre bannière, qui est la lutte pour le socialisme-communisme. Cela leur a donné de la force et sur cette voie, sur la voie de la Révolution socialiste d'Octobre, le mouvement communiste peut surmonter la crise idéologique, politique et organisationnelle à laquelle il est confronté, sur la base du marxisme-léninisme, de l'internationalisme prolétarien, de la défense des principes de la révolution et de la construction socialistes, et procéder à l'harmonisation de sa stratégie avec les besoins de la lutte des classes, avec le regroupement révolutionnaire.

Sur cette base, les PC peuvent se renforcer, construire de nouvelles organisations dans les usines, dans les secteurs stratégiques et les entreprises, renforcer leurs liens avec la classe ouvrière, les couches populaires, les jeunes et les femmes d'origine populaire.

Sur cette base, la lutte peut être renforcée dans le contexte des guerres impérialistes et de la nouvelle crise capitaliste généralisée qui s'annonce, dans les développements complexes qui se présentent à nous.

Aujourd'hui, 100 ans après la fondation de l'Union soviétique, nous n'avons peut-être malheureusement pas à nos côtés une puissance de soutien à la paix et aux peuples telle que l'URSS l'était, mais nous sommes convaincus que le socialisme est l'avenir, la seule issue alternative pro-populaire et que les peuples sont la seule superpuissance qui puisse y parvenir.